

Brochure n° 3159

Convention collective nationale

IDCC : 2493. – **COIFFURE
ET PROFESSIONS CONNEXES**

ACCORD DU 5 JUILLET 2006
RELATIF À L'OUVERTURE DES ENTREPRISES
POUR LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE 2006
(ORNE)

NOR : *ASET0650925M*

IDCC : *2493*

Entre :

L'union artistique et syndicale des coiffeurs de l'Orne ;

Le conseil national des entreprises de coiffure (CNEC),

D'une part, et

La fédération nationale de l'encadrement, du commerce et des services
CFE-CGC ;

La fédération nationale de la coiffure FO ;

La fédération commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC,

D'autre part,

se référant à la convention collective nationale de la coiffure du 18 mars 2005,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Afin de donner satisfaction à la clientèle des entreprises de coiffure pendant la période des fêtes de fin d'année, les partenaires sociaux du département de l'Orne ont décidé de procéder à la conclusion d'un accord visant à suspendre la règle du repos dominical pour la période considérée, dans le respect des dispositions prévues dans le présent accord.

Article 1^{er}

Considérant que l'activité des entreprises de coiffure pendant la période des fêtes de fin d'année nécessite leur ouverture certains dimanches du mois de décembre, les partenaires sociaux conviennent que les chefs d'entreprise

de coiffure du département de l'Orne pourront faire travailler leurs salariés, à l'exclusion des jeunes travailleurs et apprentis, visés à l'article 1.2 du chapitre II de la convention collective nationale de la coiffure du 18 mars 2005, les dimanches 24 et 31 décembre 2006.

Le travail dominical se fera avec l'accord du salarié. L'employeur devra informer les salariés en respectant un délai de prévenance de 15 jours minimum.

Article 2

Le travail des dimanches 24 et 31 décembre 2006 donnera lieu à une journée de repos compensateur dans les 3 semaines civiles suivantes, à laquelle viendra s'ajouter une prime exceptionnelle de travail le dimanche égale à 1/24 du traitement mensuel du salarié pour le dimanche travaillé.

Cette prime devra figurer sur une ligne distincte du bulletin de paie.

Article 3

L'horaire applicable pendant la période des fêtes de fin d'année devra faire l'objet d'un affichage dans l'entreprise, dans les mêmes conditions que l'horaire habituel et devra être communiqué à l'inspecteur du travail 1 semaine avant son entrée en vigueur.

Article 4

En application de l'article L. 221-6 du code du travail, les organisations signataires émettent un avis favorable à toute demande de dérogation les dimanches 24 et 31 décembre 2006 conforme à l'article 2 du présent accord et sollicitée par une entreprise de coiffure auprès de monsieur le préfet de l'Orne.

En tout état de cause, les organisations signataires émettent un avis défavorable à toute demande de dérogation sollicitée par une entreprise de coiffure auprès de monsieur le préfet de l'Orne pour un autre dimanche et en dehors de dispositions moins favorables pour les salariés que celles définies à l'article 2 du présent accord.

Article 5

Afin de permettre l'ouverture exceptionnelle des entreprises de coiffure les dimanches 24 et 31 décembre 2006, les organisations signataires demandent la suspension temporaire, et uniquement pour ces dimanches, de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1966 pour le département de l'Orne, prescrivant la fermeture au public, le dimanche, des entreprises de coiffure, devant être entériné par un arrêté préfectoral modificatif.

Toutefois, conformément à l'article L. 221-6 du code du travail, après modification de l'arrêté préfectoral de fermeture, les chefs d'entreprise qui voudront ouvrir les dimanches 24 et 31 décembre 2006 seront tenus d'effectuer une demande de dérogation individuelle auprès du préfet de l'Orne.

Article 6

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale de la coiffure du 18 mars 2005.

Article 7

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique à l'ensemble du département de l'Orne.

Article 8

Le présent accord entre en vigueur à la date de signature et en application des dispositions légales.

Il sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé auprès de la direction des relations du travail, dans les conditions prévues par le code du travail, en vue de son extension. Un exemplaire sera adressé à monsieur le préfet de l'Orne.

Article 9

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent. Elle devra également aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Fait à Bellême, le 5 juillet 2006.

(Suivent les signatures.)